

Instance Bassin EFE Hainaut-Centre

Symposium sur les réformes du paysage de l'enseignement qualifiant et de la formation professionnelle – Mons, le 8 avril 2025

Introduction

Présentation « Enseignement, Formation, Emploi : les priorités et les réformes de la législation » (cf. document en annexe)

En un mot/une expression, quel est votre ressenti quant aux réformes annoncées ?



Témoignages

1^{er} témoignage : Formation Initiale (Enseignement qualifiant)

Sur le terrain, dans mon vécu, je vois des choses qui commencent en 2018, avec la Certification Par Unités d'Acquis d'Apprentissage (CPU) qui a réorganisé le paysage. C'était un dispositif expérimental, seulement pour certaines options qui étaient organisées en 4-5-6. Ensuite, le nouveau Parcours de l'Enseignement Qualifiant (PEQ) a été mis en place pour toutes les options. Ça a déjà chamboulé les équipes.

En 2023, c'est le décret sur la nouvelle gouvernance de l'enseignement qualifiant qui est entré en vigueur. Par rapport à cette réforme, à l'heure actuelle, on est toujours sans aucune certitude par rapport à la prochaine rentrée scolaire :

- Pour les ouvertures de nouvelles options, alors qu'on a programmé un an et demi à l'avance, il n'y a toujours aucune décision par rapport aux demandes introduites par les écoles.
- Pour les fermetures de sections, qui doivent se faire de manière automatique en fonction des fréquentations, on entend parler aujourd'hui de possibles dérogations (RF3 ou RF2 bis).

Et à la rentrée 2028, ce sera le tronc commun. Bref, ce sont 10 ans de réformes qui partent dans tous les sens.

Niveau macro :

Si on regarde la société face à l'enseignement qualifiant, ça donne une image assez contrastée. Préjugés tenaces concernant ces filières, inquiétudes parentales, ... On a déjà du mal à assimiler les réformes alors qu'on est sur le terrain ; les familles défavorisées ont encore beaucoup plus de mal à comprendre ce qui se passe.

Avec les entreprises, on a généralement un beau partenariat. Mais les entreprises ont parfois du mal à comprendre nos codes. Elles ne comprennent pas la fermeture de certaines options (cf. la suppression des 7TQ prévue à la rentrée 2025). Elles nous disent qu'il faut préserver les filières menant à des métiers en pénurie.

En ce qui concerne les stages, on voit déjà des concurrences s'installer. L'alternance, c'est un beau potentiel à concrétiser, mais s'il doit se généraliser, y aura-t-il assez de lieux de stage pour tous ?

Niveau méso :

Logique commerciale et concurrentielle par rapport à d'autres options et d'autres écoles. On craint l'effet boomerang lié à la fermeture de certaines options. On ne sait toujours pas ce qu'on va pouvoir ouvrir en août 2025. Les infos changent jusqu'à la dernière minute. On doit se battre pour la préservation de nos structures.

Niveau micro :

Par rapport aux équipes éducatives, c'est compliqué. On va perdre des options, il y a des incertitudes sur les 3^{èmes}. Par exemple, dans mon établissement, il est déjà certain qu'on va perdre 120 h, à savoir 5 équivalents temps plein, l'année prochaine.

C'est également très compliqué d'orienter les élèves. Comment les orienter vers telle école, telle option, alors que le paysage change ? Il y a un grand risque de décrochage.

Mettre en place des plans de pilotage, un encadrement serein, c'est compliqué (perte de motivation, manque de moyens, ...). Niveau innovation, sans cadre, c'est difficile d'innover.

Regard perplexe ; on n'a pas de recul et ça change sans arrêt. La qualité de l'enseignement risque de diminuer.

2^{ème} témoignage Formation pour Adultes (CISP)

Réforme et rationalisation. On va vers un financement lié à la performance, la performance étant l'insertion dans l'emploi durable. Orientation de l'offre vers des métiers en forte demande et financement sur base de la réalisation d'indicateurs.

En 2025, notre enveloppe a déjà diminué : non-indexation des subsides, moratoire sur les heures agréées, etc.

On arrive à un étouffement du système. On reproche au secteur de coûter cher, mais pour soutenir le public éloigné de l'emploi, il faut une pédagogie adaptée et un soutien. Tout ne se fait pas par magie. Le rôle des CISP est de former et d'accompagner. On n'a pas de prise sur la remise à l'emploi.

Nous plaidons pour la prise en compte, dans les indicateurs de performance, de la poursuite d'une formation, de la définition d'un projet professionnel, etc. Un indicateur de performance pourrait être la montée en compétences (compétences de base, comportementales, techniques).

On sait que notre public est souvent cantonné dans des emplois précaires.

Un parcours d'insertion socio-professionnelle n'est pas linéaire. Il y a des phases de non-emploi, de formation, ...

Il faut tenir compte de tout le tissu socio-économique, du niveau des stagiaires, ... Il faut favoriser des démarches de parcours intégrées mais également permettre à chaque opérateur de garder ses spécificités et de travailler en complémentarité.

Atelier 1 : Rationalisation budgétaire et du paysage de l'enseignement et de la formation

Prises de parole des participants au débat :

- La suppression des 7TQ dans l'enseignement obligatoire va influencer l'organisation de l'enseignement pour adultes et impacter tout le système scolaire ; comment vont-ils s'organiser ?
- Pour l'Enseignement pour Adultes (ex-Promotion Sociale), ce n'est pas un cadeau de devoir intégrer cette offre de formation, le secteur n'était pas demandeur. On nous dit que les cours doivent être donnés dans les établissements d'enseignement de plein exercice, mais concrètement, comment est-ce que ça va être organisé ? Est-ce que nos étudiants adultes vont devoir rejoindre les élèves ? Ce sont des groupes qui vont sans doute être déficitaires. C'est un cadeau empoisonné et on est plusieurs directions à se dire que si ça ne fonctionne pas, on arrêtera après un an. On a l'impression qu'on fait glisser une

enveloppe vers une autre. Il y a 14 dossiers pédagogiques qui doivent être créés d'urgence.

- Il y a d'autres formations qu'on ne saura pas organiser pour deux ou trois étudiants. On ne sait pas comment faire les horaires, il va falloir convertir les dossiers pédagogiques. On est en train de les créer dans l'ultra urgence. Le temps laissé pour tout mettre en place est vraiment trop court.
- Quid de l'enseignement qualifiant ? Qu'est-ce que ça va impliquer comme choix de fermetures et de maintien ? On navigue à vue sans possibilité de se projeter. Ce sont des réformes non réfléchies qui ne permettent pas aux écoles de se préparer.
- Il y a des profs du 2^{ème} degré qui ne sont pas faits pour aller au 3^{ème} degré. Le grand écart entre cette situation et les déclarations indiquant qu'on va revaloriser le qualifiant est de plus en plus important.
 - ⇒ Multitudes de réformes qui se succèdent sans consultation des personnes de terrain.
- On met en avant des éléments mécaniques pour masquer le projet de fond. L'appellation « enseignement de promotion sociale » impliquait qu'on pouvait rater et se reprendre. Or, maintenant, on arrive dans une vision beaucoup plus utilitariste de cet enseignement. On va se retrouver dans une logique d'offre et de demande, et donc de rapport de force. S'il y a un seul sujet à choisir sur lequel on peut se mobiliser, c'est l'enseignement. C'est ce qui forme les jeunes et les esprits critiques. Or, le projet des gouvernements semble être d'apprendre aux élèves à être de bons petits soldats et à aller travailler. Il faut dépasser tout ça et converger vers la société que nous voulons. Je ne vois pas pourquoi on doit s'adapter, il faut que ce soit notre projet à nous qui se concrétise.
- Si on ferme des options en 4^{ème}, il faut fermer en 3^{ème} aussi ; pour les élèves qui sont en 3^{ème}, c'est un manque de respect, et on ne sait pas vers quoi les orienter.
- Quid des publics qui vont perdre le droit aux allocations de chômage pendant la durée de leur formation ? Va-t-on devoir raboter les formations pour qu'elles soient plus courtes, revenir aux cours du soir, ce qui aura un impact sur les femmes et les familles monoparentales ?
- Ce n'est pas cohérent pour la société dans laquelle on a vécu. Mais c'est cohérent pour les politiques. Ils veulent de la chair à canon. C'est plus facile à manipuler et ça ne pose pas de questions. Ce n'est pas la société dans laquelle je veux vivre. Tout le monde n'est pas en capacité de travailler et on peut d'ailleurs se demander s'il y a du travail pour tout le monde. Si on resserre les formations, on abonde dans leur sens.
- Pour un enseignement de qualité, il faut des travailleurs formés. Ce n'est pas en affaiblissant les conditions d'accès à la profession que ça va arriver. Ce n'est pas

non plus en épuisant les acteurs de terrain ou en supprimant des formations qu'on va y arriver. Les partenaires sociaux ont livré des pistes pour améliorer le système et ça n'a pas été pris en compte.

- Vision de plus en plus utilitariste de l'enseignement : veut-on former des citoyens ou des travailleurs ?
- En ce qui concerne l'opérationnalisation, on se pose des questions sur la cohérence des politiques envisagées. Il y a une volonté de recentrer les opérateurs sur leur mission de base, mais si on demande à tous de produire des résultats en termes de mise à l'emploi, les opérateurs sortent de leur créneau.
- On fixe des objectifs irréalisables pour étouffer les structures.
- Il n'y aura plus de nuances. Où est la liberté de choix de la personne ? Tout le monde ne veut pas devenir chauffagiste, chauffeur poids-lourds ou aide-soignant...

Atelier 2 : Renforcement de la participation du monde du travail et généralisation de l'Alternance

Prises de parole des participants au débat :

- En ce qui en ce qui concerne le SFMQ, le travail est intéressant, mais ce sont parfois des profils qui nous bloquent aussi. Quand on veut mettre des élèves en stage, on nous dit non. Par exemple, on a commencé la mise à jour d'Aide-soignant et le nouveau profil prévoit d'y inclure la compétence brancardier. Donc, les élèves doivent aller en milieu hospitalier pour les stages et là on leur dit non parce qu'ils ne prennent pas d'élèves mineurs.
- Pour la mise en place des évaluations externes, c'est déjà compliqué pour le CEB et le CESS. S'il faut y ajouter les qualifications, il va falloir fermer l'école pendant deux semaines. Les réformes ne se sont pas faites sur le bon timing. On retire des moyens et c'est de plus en plus compliqué.
- L'idée est bonne, mais sans moyen supplémentaire, ça ne va pas aller. On parle de créer un point contact entreprise. Où le mettre physiquement dans l'école alors qu'on n'a déjà pas assez de classes pour les profs ? Qui va l'animer ? Le gouvernement lance des idées, ça fait joli, mais quid de la réalisation ?
- Si on veut créer des points de contact entreprise dans les écoles, il faut aussi créer des points de contact école dans les entreprises.
- Travailler avec les fonds sectoriels serait une bonne chose. Il faut pouvoir mettre tous nos élèves en stage dans notre Bassin.
- On est parfois obligés de valider des compétences qu'ils ne voient pas en entreprise.

- Est-ce qu'en développant les stages tous azimuts, on ne va pas complètement saturer les entreprises, surtout dans un Bassin comme le nôtre qui présente un déficit d'emplois ?
- Je comprends que certaines entreprises refusent de prendre en stage les élèves du secondaire. La technologie, le sens manuel, il faut du temps pour l'apprendre.
- Niveau soins à la personne, en 4^{ème}, on peut oublier les stages, ça n'a aucun sens. Et dire que ce sont des stages d'observation, c'est bien joli, mais dans certains domaines, même pour de l'observation, il faut aller à la médecine du travail, ce qui engendre un coût énorme.
- En ce qui concerne les certifications, on nous demande d'avoir des jurys externes, mais sur le terrain, qui va venir ?
- Au niveau de l'Enseignement pour Adultes, il n'y a pas encore d'arrêté d'application pour les stages des élèves du secondaire, mais ce sera tout aussi compliqué pour nous de trouver des stages. On va forcément entrer en concurrence avec le plein exercice. Et si les filières sont organisées pour les adultes et dans le Plein Exercice, les entreprises choisiront des adultes pour les stages.
- A noter que les lieux de stage exagèrent parfois aussi, ils forcent les élèves à faire trop d'heures ou demandent des périodes d'essai pour les stages.
- L'assouplissement concernant le travail étudiant va aussi amener un décrochage. Avec les nouvelles mesures, ils peuvent travailler 1/3 temps sur l'année. Pendant ce temps-là, ils ne vont pas à l'école. Certains élèves sacrifient leurs études pour aller chercher de l'argent.
- Le premier job d'un étudiant, c'est d'étudier. Ces jeunes ne rentrent pas dans le calcul du taux d'emploi. Par rapport à l'alternance, on défend ce mode d'apprentissage, mais on est frileux avec ce gouvernement.

Atelier 3 : Orientation renforcée de la finalité du système et des opérateurs vers l'objectif de mise à l'emploi et prise en compte des publics les plus défavorisés dans ce contexte

Prises de parole des participants au débat :

- On accompagne, mais niveau insertion, on n'a pas le contrôle. Le risque, avec un financement des opérateurs lié à la performance, c'est d'oublier la personne et ses besoins pour l'intégrer à tout prix et garder nos subventions.
- Des incitants, pourquoi pas, mais des sanctions si tout le monde n'est pas inséré, c'est une pente glissante étant donné que ce n'est pas de notre ressort. Il y a aussi un risque de sélection du public à l'entrée en formation, pour ne garder que les moins éloignés de l'emploi.

- On parle du statut des fonctionnaires pour le moment ; le statut donne la liberté de refuser d'obéir si ça va à l'encontre du bien collectif. On peut aussi prendre nos responsabilités collectivement.
- Comment va-t-on vérifier le taux d'insertion des étudiants qui sortent de l'enseignement pour adultes ? Quand ils sortent, on ne peut plus les contacter (RGPD), on n'a pas de vision de ce qu'ils deviennent.
- Se poser la question, c'est accepter de fonctionner de cette manière. L'objectif principal, c'est de former. De toute façon, quels que soient les chiffres, la réponse sera de faire des économies, d'autant que les chiffres, on leur fait dire tout ce qu'on veut. Il faut se demander si on est d'accord pour fournir les informations.
- Mais les jeunes collègues ne pourront pas dire non, sinon ils vont avoir des rapports disciplinaires.
- On ne maîtrise pas l'ensemble du processus. On doit aussi regarder comment on va vers d'autres qui sont aussi impactés pour échanger. On se rend déjà compte ici que le vécu entre l'enseignement et l'ISP se ressemble, ce sont un peu les mêmes questionnements. Cette nouvelle politique est pernicieuse, c'est mettre les gens en concurrence en faisant croire à de la qualité.
- Dans le cas d'un financement des opérateurs lié aux performances, on oublie la personne et ses besoins personnels. On pousse ainsi les CISP et les autres structures à prendre des gens plus mobilisables. Que vont devenir les autres personnes plus éloignées de l'emploi ?

Conclusion

Réponse des participants au sondage Wooclap proposé en clôture de la matinée.

Cette partie n'a pas donné lieu à un débat, les suites à donner à cette première rencontre devront être discutées au sein de l'IBEFE.

L'ensemble de vos préoccupations ont-elles été abordées ? Avez-vous encore des questions ? Quelles sont-elles ?

Analyser était nécessaire

Merci de la présentation et du débat, c'est éclairant.

Un réflexion : comment se soutenir les uns les autres face aux mesures et éviter que chacun soutienne son secteur (bien que ça soit légitime) afin de renvoyer un message cohérent de nos besoins et éviter de nous faire mener ou EUX veulent

Les grands points ont été abordés

Merci de nous avoir permis de nous indigner et de réfléchir ensemble

Plus de question pour l'instant

Que va t'on mettre en place pour résister aux mesures concrètement ?

Oui
Mais il faudra poursuivre dans l'avenir pour aborder tout ce qui va découler de ses décisions politiques

Échanger, s'écouter et comprendre les mécanismes et leurs conséquences : super !

Comment repercuter toutes ces inquietudes pour qu'elles soient entendues ?

Il est temps que les textes sortent afin de pouvoir organiser nos établissements.

Non

On pourrait en parler encore des heures. A quand la prochaine rencontre ?

Quelles sont les solutions concrètes pour l'avenir des élèves?

En partie

En partie

Que voulez-vous faire de ce qui a été dit aujourd'hui ? En quoi l'IBEFE peut-elle être un relais ?

Constats communs....donc avoir une politique commune

Synthèse à mettre par écrit et à partager pour diffuser le besoin. Synthèse évolutive alimenter par les acteurs du terrain

Il faudrait faire remonter tt ce qui a été dit aux décideurs politiques

Avoir un impact au niveau politique et relayer davantage les réalités du terrain

Relayer les difficultés de terrain et conscientiser les politiques au terrain

Faire remonter toutes les informations aux politiques

Un temps de pause et de réflexion. Rencontrer les autres acteurs dans un but constructif

Relier les éléments, mieux comprendre les liens

Création de synergies

Faire remonter l'information aux décideurs

Selon vous, quel est l'enjeu/la thématique qui doit prioritairement mobiliser notre attention ?

Plus de clarté des parcours de qualification et une mise en place des réformes suffisamment anticipée pour l'organisation et l'information des opérateurs et des publics.

L'arrêt des mesures tout azimut

Le mode de subventionnement en fonction des emplois

Le financement pour conserver nos moyens d'accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi

L'enseignement qualifiant et l'alternance

L'humain d'abord ! Viser à la formation et à l'emploi de qualité !

Maintenir les valeurs liées à la formation.
Nous ne sommes pas des sociétés qui doivent répondre à des chiffres

La coopération des acteurs afin de nous soutenir et d'être plus efficaces ensemble

Les subventions liées aux résultats

L'accompagnement des jeunes